



CHAPITRE 84

CHAPTER 84

Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi

An Act to amend the charter of the city of Chicoutimi

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Chicoutimi a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 4 Édouard VII, chapitre 62, telle que modifiée par la loi 8 Édouard VII, chapitre 91 et 20 George V, chapitre 118, soit de nouveau modifiée pour annexer à son territoire certains lots adjacents de la municipalité, et pour toutes autres fins mentionnées dans la pétition; et,

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1904, c. 62, a. 10, am.

1. L'article 10 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 62, remplacé par l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 118, est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Annexion.

"2. La cité pourra, par un règlement adopté après un avis préalable de trente jours donné à la corporation municipale du canton de Chicoutimi, et sans autre formalité que l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, annexer, pour fins municipales et scolaires, en totalité ou en partie, les territoires suivants qui lui sont adjacents, pourvu que le consentement par écrit de la majorité en nombre et en valeur des propriétaires de la partie annexée soit obtenu, savoir

Preamble.

WHEREAS the city of Chicoutimi has, by its petition, represented that it is in the interest of its proper administration that its charter, the act 4 Edward VII, chapter 62, as amended by the act 8 Edward VII, chapter 91 and by the act 20 George V, chapter 118, be again amended to annex to its territory certain lots adjoining the municipality, and for all other purposes mentioned in its petition; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1904, c. 62, s. 10, am.

1. Section 10 of the act 4 Edward VII, chapter 62, replaced by section 2 of the act 20 George V, chapter 118, is amended by replacing subsection 2 by the following:

Annexation.

"2. The city may, by by-law, adopted after thirty days previous notice to the municipal corporation of the township of Chicoutimi, and without other formality except the approval of the Lieutenant-Governor in Council, annex, for municipal and school purposes, the whole or part of the following territories which are adjacent to it, provided that the consent in writing of the majority in number and in value of the owners of the annexed part be obtained, namely:

Le territoire situé dans les rangs 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5 sud-ouest et I nord-est chemin Sydenham, au cadastre officiel du canton de Chicoutimi compris dans les limites suivantes, savoir:

Depuis le coin nord-ouest actuel de la cité de Chicoutimi vers l'ouest en suivant une ligne située au centre du Saguenay jusqu'au prolongement des limites est de la cité d'Arvida. De ce point vers le sud-ouest, le sud-est, le sud-ouest en suivant les limites actuelles de la cité d'Arvida jusqu'à la ligne des lots 8B et 76, rang XII. De ce point vers l'est en suivant la ligne nord du lot 76 lequel est la limite nord de l'emprise du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! jusqu'au milieu de la rivière du Moulin, rang V. De ce point vers le nord-est en suivant le centre de la rivière du Moulin jusqu'à la limite de la municipalité du village de la rivière du Moulin. De ce point vers le nord-ouest, le sud-ouest, le nord-ouest, le sud-ouest et le nord-ouest en suivant la limite sud actuelle de la municipalité du village de la rivière du Moulin jusqu'à la limite est de la cité de Chicoutimi. De ce point vers le sud-ouest, le nord-ouest et le sud-ouest en suivant la limite est actuelle de la cité de Chicoutimi. De ce point vers le nord-ouest en suivant la limite sud actuelle de la cité de Chicoutimi jusqu'à la limite ouest actuelle de cette même cité. De ce point vers le nord-est en suivant la limite ouest actuelle de la cité de Chicoutimi jusqu'au point de départ au centre du Saguenay lequel est à la limite nord actuelle de cette même cité.

Annexion. 3. Du territoire ci-dessus décrit sont annexés immédiatement, du consentement des intéressés, les terrains suivants qui sont aussi inclus dans les limites de la cité pour les fins municipales et scolaires:

Partie des lots suivants situés dans le rang sud-ouest chemin Sydenham, cadastre officiel du canton Chicoutimi, comprise entre la ligne de division des rangs I nord-est chemin Sydenham et I sud-ouest chemin Sydenham et la ligne nord-est et son prolongement vers l'est du chemin public situé approximativement au centre

The territory situated in ranges 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, southwest and I northeast of Sydenham road, of the official cadastre for the township of Chicoutimi comprised in the following limits, namely:

From the present northwest corner of the city of Chicoutimi to the west by following a line situated in the centre of the Saguenay to the extension of the boundaries of the city of Arvida. Thence to the southwest, the southeast, the southwest by following the present boundaries of the city of Arvida to the line of lots 8B and 76, range XII. Thence to the east by following the north line of lot 76 which is the north boundary of right of way of the Baie des Ha! Ha! railway to the centre of Rivière du Moulin, range V. Thence to the northeast following the centre of Rivière du Moulin to the boundary of the municipality of the village of Rivière du Moulin. Thence to the northwest, the southeast, the northwest, the southwest and the northwest by following the present south boundary of the municipality of the village of Rivière du Moulin, to the east boundary of the city of Chicoutimi. Thence to the southwest, northwest and southwest by following the present east boundary of the city of Chicoutimi to the present south boundary of said city. Thence to the northwest by following the present south boundary of the city of Chicoutimi to the present west boundary of said city. Thence to the northeast by following the present west boundary of the city of Chicoutimi to the starting point in the centre of the Saguenay which is at the present north boundary of said city.

3. From the above described territory, with the consent of the interested parties, the following lots are annexed forthwith, which lots shall also be included within the limits of the city for municipal and school purposes:

Part of the following lots situated in the southwest range Sydenham road, official cadastre for the township of Chicoutimi comprised between the dividing line of ranges I northeast of Sydenham road and I southwest of Sydenham road and the line northeast and its extension to the east of the public road situated appro-

du rang I sud-ouest chemin Sydenham savoir:

74A, 74B, 73, 72, 71, 70 et 69.

Les lots subdivisés des lots 74A-1 et 74A-2 dudit canton situés au sud-ouest du même chemin public y compris ce chemin sur le lot 74A du rang sud-ouest du chemin Sydenham savoir:

74A-1, 74A-1-1, 74A-2-1 à 74A-2-27 inclusivement.

Le lot No 4 du rang IX, dudit canton de Chicoutimi.

La partie du No 4 rang X, dudit canton, comprise entre la limite sud actuelle de la cité de Chicoutimi, la ligne nord-est du lot No 77 et la ligne de division des rangs IX et X.

Dettes.

4. Si la cité annexe, en totalité ou en partie, les territoires mentionnés au paragraphe 2 du présent article, la cité assumera la part de la dette à laquelle sont tenus les territoires annexés, au moment de l'entrée en vigueur du règlement, cette responsabilité devant toutefois être établie au prorata de l'évaluation imposable de la propriété annexée.

Règlement.

Le règlement de telles dettes entre les parties se fera d'après les dispositions des articles 50 et suivants du Code municipal de la province de Québec.

Libération.

Néanmoins, la cité de Chicoutimi aura le droit en tout temps de se libérer pour toujours desdites dettes en payant auxdites corporations municipales la valeur d'alors du principal de sa quote-part et tous arrérages d'intérêt alors dus. La part du capital ainsi payée par la cité sera déposée au crédit des fonds d'amortissements établis pour le rachat desdites dettes. Tout tel règlement devra être approuvé par la Commission municipale de Québec."

S.R.,
c. 233,
a. 128a, aj.
pour la
cité.

2. L'article 128a est ajouté, pour la cité, après l'article 128 de la Loi des cités et villes:

Compagnies, etc.

"128a. Les compagnies ou corporations peuvent être inscrites sur la liste des électeurs à raison des immeubles, possédés par chacune d'elles respectivement et sujets à la cotisation générale ou spéciale, d'une valeur suffisante pour conférer le

ximatement in the centre of range I southwest of Sydenham road namely:

74A, 74B, 73, 72, 71, 70 and 69.

Lots subdivided from lots 74A-1 and 74A-2 of the said township situated on the southwest of the same public road including therein such road on lot 74-A of range southwest of Sydenham road namely:

74A-1, 74A-1-1, 74A-2-1 to 74A-2-27 inclusively.

Lot No. 4 of range IX of the said township of Chicoutimi.

That part of lot No. 4 of range X, of the said township comprised within the present south boundary of the city of Chicoutimi, line northeast of lot No. 77 and the dividing line of ranges IX and X.

Debt.

4. If the city annexes the whole or part of the territories mentioned in subsection 2 of this section, the city shall assume the portion of the debt for which the annexed territories are liable at the time of the coming into force of the by-law, such liability, however, to be established in proportion to the taxable valuation of the property annexed.

Settlement.

The settlement of such debts between the parties shall be effected in accordance with the provisions of articles 50 and following of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Freedom.

Nevertheless, the city of Chicoutimi shall have the right at any time to finally free itself from the said debts by paying to the said municipal corporations the then value of the principal of its share and of all arrears of interest then due. The portion of the capital so paid by the city shall be deposited to the credit of the sinking-funds established for the repayment of the said debts. Every such by-law must be approved by the Quebec Municipal Commission."

2. Section 128a is added, for the city, after section 128 of the Cities and Towns Act:

R.S.,
c. 233,
s. 128a,
added, for
city.

Companies, etc.

"128a. Companies or corporations may be entered on the electoral list, on account of the immoveables possessed by each of them respectively and subject to the general and special assessment, of a value sufficient to confer electoral qualifi-

cens électoral à un électeur municipal, et ont droit de voter en leur nom, par l'entremise d'un représentant de la compagnie, autorisé à cet effet par une résolution dont copie doit être produite chez le greffier de la cité, le ou avant le jour de la présentation des candidats. Elles peuvent exercer ce droit de vote dans tous les quartiers où elles possèdent des propriétés imposables, pourvu que leur représentant soit citoyen canadien majeur."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
cité.

Cendres,
etc.

3. Le paragraphe 11° de l'article 427 de ladite Loi des cités est villes, est, pour la cité, remplacé par le suivant:

"11° Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritiques, fumier, animaux morts, matières fécales ou autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire ou occupant ou de celui qui les a déposés; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel service, une taxe sur toute personne ou corporation résidant dans la cité et occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la cité, que telle personne dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre, les matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposées les vidanges."

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
cité.

Balayage
des rues,
etc.

4. L'article 429 de ladite Loi des cités et villes est, pour la cité, modifié en remplaçant le paragraphe 19° par le suivant:

19° Pour prélever par le moyen d'une taxe spéciale sur tous les immeubles ayant front sur une rue ou place publique, ou parties d'icelles, les deniers suffisants pour balayer, arroser et tenir en état de propreté telle rue ou place publique, et pour en-

tion to a municipal elector, and shall have the right to vote in their names through a representative of the company, authorized to that effect by a resolution, a copy whereof shall be filed with the city clerk on or before nomination day. They may exercise such right to vote in all the wards in which they possess assessable property provided that their representative be a Canadian citizen of age."

3. Paragraph 11 of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"11. To require, throughout the municipality or in such district or districts as the council may designate, the owner or occupant of any premises, or the person who has deposited the same, to collect, remove and dispose of ashes, swill, offal, refuse, garbage, manure, dead animals, faeces, and other unhealthy or offensive matter and to dispose thereof; to provide for the collection and removal and to determine the method of disposal, of the same throughout the municipality or in such places in the municipality as the council may designate, and to authorize and direct such collection and removal, either at the expense of the municipality or of such owner or occupant, or of the person who has deposited the same; to impose, in order to defray the cost of such service, a tax on any person or corporation residing in the city and occupying as owner, tenant or occupant, a house or an establishment within the limits of the city, whether such person deposits garbage or not; to prescribe the kind, materials and dimensions of receptacles in which garbage must be deposited."

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

Ashes,
etc.

4. Section 429 of the said Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing paragraph 19 by the following:

"19. To levy by a special tax on all immovables fronting on a street or a public square, or parts thereof, sufficient funds to sweep, water and keep clean such street or public square, and to remove snow from such street, public square or parts

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Sweeping
of streets,
etc.

lever la neige de telle rue, place publique, ou parties d'icelles.

Imposition.

Ladite taxe pourra être imposée sur les immeubles situés dans telle rue ou place publique et sera calculée d'après l'évaluation municipale ou d'après l'étendue de front desdits immeubles."

S.R.,
c. 233,
a. 526,
remp.
pour cité.

Taxe sur
commer-
ces, etc.

5. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par les suivants:

"526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas cinq cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent, ni n'excèdent deux cents dollars dans aucun cas.

Montant.

"526a. La cité pourra, en imposant la taxe prévue à l'article 526, déterminer le montant suivant le chiffre d'affaires du commerce."

Ententes
autorisées.

6. Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et aux conditions par elle fixées, la corporation municipale de la cité de Chicoutimi est autorisée à faire une ou des ententes avec Sa Majesté le Roi aux droits du Canada et Wartime Housing, Limited, pour la construction de maisons d'habitation dans la cité de Chicoutimi.

Pouvoirs.

Cette corporation municipale possède les pouvoirs nécessaires à l'exécution de ces ententes et elle peut, nonobstant toute disposition législative incompatible, dé-

thereof.

The said tax may be levied on all the immoveables situated in such street or public square, and shall be calculated in accordance with the municipal valuation or according to the frontage of the said immoveables."

5. Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, calling or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such duties or taxes do not exceed in any case five hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who have not resided in the municipality for twelve months from those for persons who reside therein, provided that such dues and taxes imposed on non-residents or on those who have resided in the municipality since less than twelve months, shall not exceed the others by more than fifty per cent, nor exceed two hundred dollars in any case.

R.S.,
c. 233,
s. 526, re-
placed, for
city.

Tax on
trades,
etc.

"526a. When imposing the tax contemplated in section 526, the city may establish the amount according to the turn-over of the trade."

Amount.

6. Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and to the conditions set by that Commission, the municipal corporation of the city of Chicoutimi is authorized to enter into an agreement or agreements with His Majesty the King within the rights of Canada and Wartime Housing, Limited, for the construction of dwelling-houses in the city of Chicoutimi.

Agree-
ments au-
thorized.

This municipal corporation holds the necessary powers for the execution of those agreements and may, notwithstanding any provisions of law to the contrary, issue

Powers.

créer les mesures qu'elle juge utiles à cette fin.

Pouvoirs. Sans restreindre les pouvoirs généraux attribués par l'alinéa précédent à cette corporation municipale, son conseil peut notamment, par résolution,

a) accepter la cession gratuite de tout terrain possédé par Sa Majesté aux droits du Canada et utilisé comme rue, ruelle ou parc;

b) autoriser l'ouverture et le pavage de toute rue nécessaire à la construction de ces habitations, la construction de trottoirs et d'égouts et l'installation de tuyaux d'approvisionnement d'eau et tous autres travaux se rapportant aux services municipaux rendus nécessaires par la construction de ces habitations;

c) décréter une réduction de la taxe foncière ou fixer cette taxe au montant qu'il détermine, pour les maisons d'habitation construites, tant que ces dernières demeurent la propriété de Sa Majesté aux droits du Canada, de même que pour tout lot restant vacant et appartenant à Sa Majesté;

d) céder à Sa Majesté le roi aux droits du Canada et Wartime Housing, Limited, au prix nominal d'un dollar, des terrains lui appartenant et situés dans les limites de la cité de Chicoutimi, dans le but d'y bâtir des habitations.

**Restric-
tion.**

Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts que cette corporation municipale pourrait être appelée à contracter pour l'exécution de telles ententes et elle demeure, sous ce rapport, soumise aux dispositions de toute autre loi qui la régit.

**Entrée en
vigueur.**

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

edicts which it deems advisable to that end.

Without limiting the general powers conferred by the preceding paragraph to the municipal corporation, its council may more particularly, by resolution,

a. accept any free transfer of land possessed by His Majesty within the rights of Canada and used as street, lane or park;

b. authorize the opening and paving of any street required for the construction of such dwellings, the construction of sidewalks and sewers, the fixing of water-pipes, and for all other works connected with municipal services which are needed through the construction of those dwellings;

c. edict a reduction of the land tax or set that tax to the amount it determines for the constructed dwellings, as long as these remain the property of His Majesty within the rights of Canada, as well as for any lot remaining vacant and belonging to His Majesty;

d. cede to His Majesty within the rights of Canada and Wartime Housing, Limited, for the nominal sum of one dollar, plots of land it owns and which are situated inside the limits of the city of Chicoutimi, for the purpose of erecting dwellings.

However, the provisions of this section to the loans which this municipal corporation may be called upon to raise for the execution of such agreements and it remains, in this respect, subject to the provisions of any other act it comes under.

**Restric-
tion.**

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

**Coming
into force.**